JUGEMENT
N°031/2024/CJ2/PC/TCC
du 26 février 2024

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU
DEUXIÈME CHAMBRE DE JUGEMENT DES
PETITES CRÉANCES

ROLE GENERAL

BJ/e-TCC/2023/0901

AZEHOUN Joël

C/

DJIMA Herman Niran

OBJET : **Paiement**

Présidente : **Edith K. OROUNLA BIAOU**
Juges consulaires : **Francine AISSI HOUANGNI et**
Arnold BALOGOUN
Ministère public : **Jules AHOGA**
Greffier : **Gustave S. BADE**
DEBATS : 12 février 2024
Jugement réputé contradictoire prononcé publiquement à
l'audience du 26 février 2024

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR ;

Monsieur Joël AZEHOUN, Gérant de société, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Akpakpa-Kowégbo, Cotonou, Tél. : 97 72 98 42 ;

D'UNE PART ;

DEFENDEUR

Monsieur Herman Niran DJIMA, Commerçant, de nationalité béninoise, demeurant et domiciliée à Houéyiho, Cotonou, Tél : 97 60 15 42 ;

D'AUTRE PART ;

LE TRIBUNAL,

Suivant formulaire normalisé de procédure, Joël AZEHOUN a attrait Herman Niran DJIMA devant le tribunal de commerce de Cotonou aux fins de le voir condamner au paiement de la somme d'un million cinq cent quatre-vingt mille (1 580 000) francs CFA ;

Au soutien de sa demande, il expose :

Qu'il a loué sa voiture de marque Toyota Highlander immatriculée BG 9019 RB pendant deux (02) mois, soit du 10 avril au 23 juin 2022 à Herman Niran DJIMA ;

Que le défendeur reste lui devoir la somme d'un million cinq cent quatre-vingt mille (1 580 000) francs CFA ;

Attendu qu'à l'audience du 12 février 2024, il modifie cette réclamation et la porte à un million trois cent quatre-vingt mille (1 380 000) francs CFA ;

Que toutes les démarches entreprises pour avoir paiement de cette somme sont demeurées vaines ;

Attendu que conformément à l'article 542 alinéa 2 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, le jugement est réputé contradictoire lorsque l'assignation a été délivrée à personne ;

Attendu qu'en l'espèce, l'acte introductif d'instance a été signifié à la personne de Herman Niran DJIMA, le 25 octobre 2023 ;

Que cependant, il n'a pas cru devoir comparaître ;

Attendu que, dans ces conditions, la présente décision est réputée contradictoire ;

SUR LE PAIEMENT

Attendu que Joël AZEHOUN sollicite la condamnation du défendeur au paiement de la somme d'un million trois cent quatre-vingt mille (1 380 000) francs CFA ;

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Que quiconque s'engage, par un contrat, a l'obligation légale d'en respecter les termes, sous peine de contrainte à l'exécution ;

Attendu qu'en l'espèce, par acte sous seing privé en date du 29 juin 2022, Herman Niran DJIMA reconnaît devoir à Joël AZEHOUN la somme d'un million cinq cent quatre-vingt mille (1 580 000) francs CFA ;

Qu'il s'est engagé à payer cette somme au plus tard, le 29 juin 2022 ;

Attendu que le défendeur n'a pas respecté les termes de son engagement malgré la sommation de payer en date du 12 décembre 2022 à lui délaissée ;

Qu'il est, par conséquent, fondé en droit de le condamner au paiement de la somme d'un million trois cent quatre-vingt mille (1 380 000) francs CFA au profit de Joël AZEHOUN ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale de petites créances, en premier et dernier ressort ;

- Condamne Herman Niran DJIMA à payer à Joël AZEHOUN, la somme d'un million trois cent quatre-vingt mille (1 380 000) francs CFA ;

-Condamne Herman Niran DJIMA aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LA PRESIDENTE